

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 69.570 du 12 novembre 1997

A.62.431/VI-12.834

En cause : **DECLERCQ** Stefan,
ayant élu domicile chez
Me Wilfried RAUWS, avocat,
Mechelsesteenweg 210A
2018 Antwerpen,

tiers opposant,

contre :

**1. l'Association sans but lucratif
Association protestante des volontaires
de la Coopération,**

rue du Champ de mars 5
1050 Bruxelles,

partie requérante originaire,

2. l'Etat belge, représenté par
le Secrétaire d'Etat à la Coopération
au développement,

ayant élu domicile chez
Mes Jacques PUTZEYS et
et Xavier LEURQUIN, avocats,
rue Saint-Bernard 98
1060 Bruxelles,

partie adverse originaire.

LE CONSEIL D'ETAT, VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 février 1995 par
Stefan DECLERCQ qui forme tierce opposition contre l'arrêt
n° 48.839 du 31 août 1994 en cause l'association sans but

lucratif Association protestante des volontaires de la coopération contre l'Etat belge représenté par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1995 décidant qu'il n'y a pas lieu de surseoir à l'exécution de l'arrêt n° 48.839 du 31 août 1994;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. FORTPIED, premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 24 mai 1996 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties et le dernier mémoire du tiers opposant;

Vu l'ordonnance du 23 avril 1997, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 28 mai 1997;

Entendu, en son rapport, M. HANOTIAU, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Ch. COEN, avocat, comparaissant pour le tiers opposant, Me G. UYTENDAELE, avocat, comparaissant pour la partie requérante originaire et Me A. VERRIEST, loco Me J. PUTZEYS, avocat, comparaissant pour la partie adverse originaire;

Entendu, en son avis conforme, M^{me} HAUBERT, premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêt n° 48.839 du 31 août 1994 a annulé l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subsidiation de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants O.N.G. au motif que cet arrêté était dépourvu de base légale;

Considérant qu'un arrêté royal du 28 mars 1995 a été publié au Moniteur belge du 16 juin 1995; qu'il a le même objet et contient les mêmes dispositions que l'arrêté annulé; qu'il n'a pas fait l'objet de recours en annulation de sorte qu'il est devenu définitif; que, selon son article 23, "les organisations agréées en qualité d'organisations d'envoi au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté conservent leur agrément si celui-ci est intervenu après le 1^{er} juillet 1991";

Considérant que l'article 21 de l'arrêté royal du 12 mars 1991, qui a été annulé, abrogeait l'arrêté royal du 24 septembre 1964 relatif aux personnes agréées en qualité de volontaires de la coopération avec les pays en voie de développement; que, selon l'article 23, l'arrêté entrerait en vigueur le 1^{er} juillet 1991;

Considérant que l'arrêté royal du 28 mars 1995 produit ses effets le 1^{er} janvier 1994 (article 24) et abroge l'arrêté royal du 24 septembre 1964 précité (article 21);

Considérant qu'il s'ensuit que l'arrêté royal du 24 septembre 1964 a, en droit, à la suite de l'annulation de l'arrêté royal du 12 mars 1991 qui l'avait abrogé, continué à produire ses effets jusqu'au 31 décembre 1993 puisque l'arrêté royal du 28 mars 1995 a pris effet au 1^{er} janvier 1994;

Considérant que le tiers opposant qui ne précise pas dans quelle organisation non gouvernementale il

oeuvre, expose que "l'arrêt entrepris lui fait grief, notamment en ce qui concerne son fonctionnement, la réduction jusqu'à environ un tiers de l'allocation mensuelle de coopérant O.N.G. par l'Etat belge, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération au développement et la diminution des frais de voyage pris en charge par le Trésor"; que, dans son mémoire en réplique, il précise qu'il "a vu diminuer ses allocations mensuelles qui s'élevaient en 1994 à 40.610 francs, jusqu'à 13.508 francs en 1995";

Considérant que le tiers opposant se réfère à des diminutions d'allocations mensuelles en 1995 alors que l'arrêté du 28 mars 1995 et non celui du 24 septembre 1964 produisait ses effets; qu'il s'ensuit que le tiers opposant n'expose pas concrètement en quoi le maintien en vigueur de l'arrêté royal du 24 septembre 1964 entre le 1^{er} juillet 1991, date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 mars 1991 annulé par l'arrêt n° 48.839, et le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 28 mars 1995, a pu lui causer grief pour cette période;

Considérant que dès lors la requête est irrecevable,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête en tierce opposition est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 4.000 francs, sont mis à charge du tiers opposant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique
de la VI^e chambre, le douze novembre 1900 nonante-sept
par :

MM. HANOTIAU, président de chambre,
WETTINCK, conseiller d'Etat,
M^{mes} DAURMONT, conseiller d'Etat,
MALCORPS, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M. -Chr. MALCORPS.

M. HANOTIAU.